

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 24 au 30 janvier 2015

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 24 au 30 janvier 2015

02/02/2015

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 24 au 30 janvier 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une synthèse relative aux saisines et aux décisions du Conseil constitutionnel.

Saisines :

- Cons. const., 27 janv. 2015, n° 2015-461 QPC : Code de procédure pénale, alinéas 1 et 2 de l'article 698-1 et alinéa 1 de l'article 698-2 ;
- Cons. const., 29 janv. 2015, n° 2015-710 DC : loi relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.
- Cons. const., 28 janv. 2015, n° 2015-253 L : Déclassement du nombre "cinq" figurant au troisième alinéa de l'article L. 758-1 du Code de l'éducation.

Décisions rendues et publiées :

- Cons. const., déc., 23 janv. 2015, n° 2014-439 QPC[**Déchéance de nationalité**] publiée au **Journal officiel du 25 janvier 2015** :

« Article 1er. - Les mots « ou pour un crime ou un délit constituant un acte de terrorisme » figurant au 1° de l'article 25 et l'article 25-1 du Code civil sont conformes à la Constitution ».

- Cons. const., déc., 23 janv. 2015, n° 2014-441/442/443 QPC[**Récupération des charges locatives relatives aux énergies de réseau**] publiée au **Journal officiel du 25 janvier 2015** :

« Article 1er. - Les mots « ou d'un contrat d'achat d'électricité, d'énergie calorifique ou de gaz naturel combustible, distribués par réseaux », figurant au dernier alinéa du paragraphe I de l'article L. 442-3 du Code de la construction et de l'habitation, sont conformes à la Constitution ».

Décisions rendues et non publiées :

- Cons. const., déc., 29 janv. 2015, n° 2014-444 QPC[**Acceptation des libéralités par les associations déclarées**] :

« Article 1er. - Le cinquième alinéa de l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, dans sa rédaction issue de l'article 16 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat, est conforme à la Constitution ».

- Cons. const., déc., 29 janv. 2015, n° 2014-445 QPC[**Exonération de taxes intérieures de consommation pour les produits énergétiques faisant l'objet d'un double usage**] :

« Article 1er. - Sont conformes à la Constitution les dispositions suivantes de l'article 265 C du Code des douanes :

- le 2° du paragraphe I, dans sa version issue de l'article 62 de la loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007 et dans celle issue de l'article 23 de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité ;

- le paragraphe II ».

- Cons. const., déc., 29 janv. 2015, n° 2014-446 QPC[**Détention provisoire - examen par la chambre de l'instruction de renvoi**] :

« Article 1er. - Sous la réserve énoncée au considérant 8, le quatrième alinéa de l'article 194 du Code de procédure pénale est conforme à la Constitution ».

- Cons. const., déc., 29 janv. 2015, n° 2015-252 L[**caractère réglementaire**].

La Rédaction Législation.